

À MOINS DE QUATRE JOURS DE LA TRIPARTITE

Le front social au bord de l'explosion

C'est dans un contexte social qualifié «d'explosif» que se tiendra la tripartite, prévue jeudi prochain, au niveau de la résidence El Mithak. La contestation sociale qui était jusque-là circonscrite au secteur de la Fonction publique (enseignement et collectivités locales), s'est élargie au secteur économique. Hôtellerie, port, santé, transports et secteur industriel menacent, eux aussi, de débrayer.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - A moins d'une semaine de la tenue de la tripartite, le front social est en pleine ébullition. La contestation risque de prendre des proportions inattendues, si «des mesures d'apaisement ne seront pas prises par les pouvoirs publics».

Ainsi, outre le malaise que vit l'hôtellerie, le secteur économique risque d'être secoué par d'autres mouvements sociaux.

A ce sujet, on apprend que le conseil fédéral des travailleurs des ports, réuni en session extraordinaire à Jijel, a décidé à l'unanimité de ses membres de l'observation d'une journée de protestation. Cette dernière est programmée pour le 3 octobre prochain.

D'ici là, si aucune suite favorable n'est donnée aux revendications des dockers, des assemblées générales se tiendront le 17 octobre prochain, au niveau de tous les ports en présence de huisiers de justice, pour valider le principe d'une grève illimitée à compter du 31 du même mois. Hier, une délégation des représentants des travailleurs

a été reçue par le secrétaire général de l'UGTA et a fait état de ses préoccupations et des actions qu'elle compte entreprendre, «si le ministère de tutelle campe sur ses positions et refuse d'ouvrir un dialogue avec les représentants des travailleurs.»

Dans le secteur de l'industrie, les représentants des travailleurs de la SNVI sont montés cette fin de semaine au créneau pour dénoncer «le laisser-aller que traverse leur société». Selon le secrétaire général du syndicat d'entreprise de ladite entreprise, «la situation que vit la SNVI n'est nullement reluisante». D'après lui, «malgré l'intervention de l'Etat à travers ses différents plans d'assainissement et de recapitalisation, la situation au sein de notre entreprise n'a guère évolué. Les travailleurs ne veulent plus revivre la situation des années 1980 et 1990», a ajouté notre interlocuteur. «Les représentants des travailleurs n'accepteront jamais une situation de fait accompli», a expliqué M. Belmouloud. Dans le secteur de la santé comme dans celui de l'enseignement, le malaise est également patent.



Malgré le débrayage de l'année passée, la situation des travailleurs de la SNVI n'a pas évolué.

La question de la revalorisation salariale, de la relation du travail et de la réintégration dans les postes de travail domine les bras de fer engagés entre les collectifs de travailleurs et leurs employeurs respectifs. Le cas des enseignants contractuels dont certains ont observé, hier, un sit-in devant la Maison de la presse est révélateur de cet état de fait.

Même situation pour les travailleurs des corps communs du secteur de l'éducation. Affiliés au Snapap, les corps communs de l'éducation ont décidé d'observer deux journées de protestation les

26 et 27 du mois en cours. Dans ce contexte marqué par une montée en puissance de la revendication sociale, la solidarité syndicale vient de marquer le pas.

A ce sujet, on apprend que la «crise» que traverse l'hôtel El-Aurassi a suscité la réaction des autres structures syndicales relevant de l'union locale d'Alger. C'est dans ce contexte, qu'on indique qu'un rassemblement de solidarité avec les travailleurs de l'hôtel El-Aurassi sera observé avant la fin de semaine à l'intérieur même de l'enceinte hôtelière. Sur cette question, on indique qu'une réunion a été organi-

sée, hier, entre le ministre de tutelle et M. Telli, secrétaire national chargé des conflits sociaux. A l'origine de cette réunion, le statu quo que connaît le cas de l'hôtel El-Aurassi, après «le refus de l'employeur de réintégrer les travailleurs suspendus, et ce, malgré la volonté des protestataires de reprendre le travail». Ceci étant, les participants à la tripartite de jeudi prochain seront en face d'un véritable test. Mais en attendant le 29 septembre prochain, les pouvoirs publics sont appelés à désamorcer la situation. A moins que ...

A. B.

Le SNPSP dénonce son exclusion

Le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) dénonce l'exclusion des syndicats autonomes des réunions de la tripartite gouvernement-UGTA-patronat.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - «Plus de 1,8 million de travailleurs algériens sont affiliés aux syndicats autonomes. Pourquoi alors l'exclusion des syndicats autonomes d'un débat social et leur marginalisation ?», s'est interrogé le D' Lyes Merabet, président du SNPSP, hier à Alger. Pour lui, cette situation laisse libre champ à l'UGTA pour «s'ériger comme porte-parole exclusif et légitime des travailleurs algériens».

Il a également réclamé l'association de l'ensemble des syndicats autonomes à l'élaboration du code du travail. «Nous avons contacté le ministère du Travail à maintes reprises, mais en vain. Nous voulons consulter l'avant-projet du code du travail mais le mutisme de la

tutelle suscite des soupçons à propos d'éventuelles restrictions», explique le D' Merabet.

«Nous sommes jamais sollicités pour la conception des négociations mais uniquement pour valider ce qui a été décidé», déplore-t-il.

Il cite ainsi l'exemple de débat sur le système de santé nationale initié par le ministère de la Santé d'où son organisation syndicale et d'autres syndicats se sont retirés.

«Il y a une différence entre prendre part pour enrichir une loi sur l'organisation sanitaire et juste la consulter», dit-il, avant d'appeler à la réforme du système sanitaire en Algérie.

S'agissant du statut particulier, le président du SNPSP a aussi dénoncé le fait qu'il

soit «bloqué» depuis des mois contrairement, précise-t-il, à ceux des autres secteurs d'activité.

«Ce statut particulier nous a été imposé sans qu'on prenne part à son élaboration et nous avons demandé son amendement. La tutelle traîne à prendre en charge les deux articles concernant l'avancement du 1^{er} grade au second après 10 ans d'expérience ainsi que la création du 3^e grade», a-t-il souligné.

Quant au régime indemnitaire, il assure que les chiffres avancés par la tutelle à propos des rappels sont «erronés». D'ailleurs, poursuit-il, «seulement 10% du personnel à travers le territoire national a perçu le rappel».

Rappelant que le dialogue entre la tutelle et son organisation connaît une rupture depuis 19 mai dernier, le D' Merabet affirme revenir aux décisions de la base.



Le Dr Merabet déplore l'absence de dialogue avec la tutelle.

«Nous allons réunir nos adhérents dans des assemblées générales, et ce, après

le conseil national prévu pour la mi-octobre», dira-t-il.

R. N.